



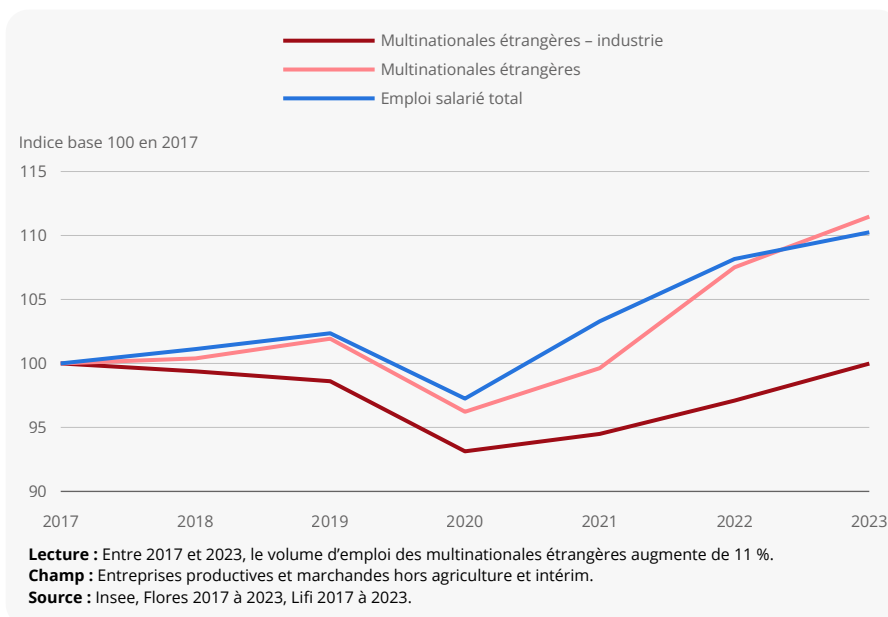
En 2023, 249 000 emplois dépendent d'une multinationale étrangère en Auvergne-Rhône-Alpes, soit 14 % des emplois. Deuxième en volume derrière l'Île-de-France, la région se distingue par une forte spécialisation industrielle qui attire les groupes étrangers. Ainsi, 44 % de leurs emplois relèvent de l'industrie, notamment dans la fabrication de machines, l'automobile et la chimie. Huit emplois sur dix sont concentrés dans des entreprises de taille intermédiaire ou des grandes entreprises. Les entreprises étrangères implantées en Auvergne-Rhône-Alpes sont majoritairement d'origine européenne, notamment d'Allemagne ou de Suisse, mais les États-Unis s'imposent comme le premier investisseur. À l'échelle départementale, l'Isère et le Rhône concentrent le plus grand nombre d'emplois contrôlés par une multinationale étrangère, du fait de l'attractivité de leurs métropoles.

En 2023, en Auvergne-Rhône-Alpes, 857 000 emplois salariés dépendent d'une **multinationale**, soit 47 % des emplois de la région.

Les multinationales dont le centre de décision se situe à l'étranger génèrent 249 000 de ces emplois, soit 14 % des emplois régionaux. Ce poids est stable depuis 2017. La région est ainsi la deuxième en volume d'emplois pilotés par une **multinationale étrangère**, derrière l'Île-de-France ► **données complémentaires**. Concernant la part dans l'emploi régional, Auvergne-Rhône-Alpes se classe au cinquième rang, derrière l'Île-de-France et les régions frontalières du nord-est.

Le nombre d'emplois contrôlés par une multinationale étrangère a progressé de 11 % entre 2017 et 2023 ► **figure 1**, avec un recul de 4 % en 2020 lié à la crise sanitaire, plus que compensé par une reprise à partir de 2021. Cette évolution est comparable à celle de l'emploi régional (+10 %) et à celle du reste de la France.

► 1. Évolution du volume d'emploi des multinationales étrangères depuis 2017, en Auvergne-Rhône-Alpes



En partenariat avec :



► Le mot des partenaires

Notre région est une terre d'accueil pour les entreprises à capitaux étrangers du fait de la densité de son tissu économique et de recherche/innovation, de sa tradition d'ouverture aux échanges internationaux et de son accessibilité. Cette étude réalisée, pour la seconde fois, avec l'Insee et Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises confirme que ces entreprises sont toujours bien présentes dans la plupart de nos écosystèmes régionaux. Le nombre élevé de leurs projets d'investissements ou encore leur forte contribution à l'innovation et aux exportations régionales montrent qu'il s'agit indéniablement d'un atout majeur pour la région. C'est précisément l'une des préoccupations des CCI que de travailler à l'ancrage territorial de ces entreprises.

Philippe Guérard, Président de la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes

Première région industrielle de France, et une des premières en Europe, Auvergne-Rhône-Alpes s'impose comme un carrefour stratégique pour les investisseurs internationaux. Les entreprises à capitaux étrangers jouent un rôle majeur dans le dynamisme économique régional par leur contribution à l'emploi, à l'innovation et à l'ouverture internationale de notre territoire. L'agence Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises, avec une ambition constante depuis plusieurs années, mobilise toute son expertise pour accompagner au quotidien ces acteurs mondiaux.

La connaissance fine du tissu économique, développée aux côtés de partenaires clés comme l'Insee, la CCIR et Business France, nous permet de renforcer notre expertise régionale, d'adapter nos actions, d'accompagner durablement les entreprises et de favoriser les synergies au service de la compétitivité du territoire.

Franck Colcombet, Président du Directoire Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises

Les multinationales étrangères plus présentes dans l'industrie

Parmi l'ensemble des emplois régionaux des multinationales étrangères, 44 % relèvent de l'industrie, 24 % du commerce, 24 % des autres services, et 8 % des secteurs des transports et de la construction.

Auvergne-Rhône-Alpes est une région spécialisée dans l'industrie : 26 % des emplois salariés marchands concernent ce secteur contre 11 % en Île-de-France et 23 % en moyenne dans les autres régions de France. Les multinationales étrangères y sont particulièrement présentes, avec 110 000 emplois, plaçant la région au premier rang en volume d'emplois industriels sous contrôle étranger, juste devant le Grand Est. Au total, 24 % des emplois industriels régionaux dépendent de ces groupes, soit plus qu'en Île-de-France (20 %) et que dans les autres régions (22 %). L'emploi des multinationales étrangères dans l'industrie a reculé de 7 % entre 2017 et 2020, en partie sous l'effet de la crise sanitaire, avant de retrouver son niveau initial en 2023. Ces dernières années, un regain d'investissements dans l'industrie régionale soutient ce redressement. Les multinationales étrangères y ont contribué, mais de façon moindre que l'ensemble du tissu industriel régional et que dans le reste du pays.

Dans le tertiaire, le commerce constitue le principal secteur, avec 60 000 emplois contrôlés par des multinationales étrangères. Ces derniers représentent 17 % des emplois du secteur, une part nettement inférieure à celle de l'Île-de-France (31 %). Pour les autres services, seuls 9 % des emplois dépendent d'une multinationale étrangère en Auvergne-Rhône-Alpes. Ces groupes sont surtout présents dans les activités scientifiques et techniques (16 000 emplois), le soutien aux entreprises (14 000) et l'information et la communication (12 000). Deux activités se distinguent par rapport aux autres régions : la recherche et développement, où 36 % des emplois marchands dépendent de multinationales étrangères contre 25 % ailleurs ; et la santé humaine et action sociale, où cette part atteint 10 %, contre 4 % dans les autres régions hors Île-de-France. L'activité du groupe australien Ramsay Santé, qui emploie 4 800 personnes, en est la principale raison.

Dans les transports et l'entreposage, les multinationales étrangères contrôlent un emploi sur dix, soit 14 000 emplois. La construction reste un secteur peu investi par les groupes étrangers, avec 5 000 emplois qui en dépendent (3 % des emplois du secteur). La nature de l'activité, locale et réglementée, ainsi que la présence de grands groupes français, constituent autant de freins à l'implantation de multinationales étrangères.

► Encadré 1 – Les groupes étrangers à l'origine de 13 milliards d'euros d'exportations

Parmi les entreprises **monorégionales** ou **quasi monorégionales** hors grandes entreprises, 30 milliards d'euros de biens ont été exportés depuis la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2023 ► **pour comprendre**. Les établissements appartenant à un groupe étranger représentent 43 % de ce total, soit 13 milliards d'euros, une part identique à celle observée en moyenne dans les autres régions. L'Île-de-France fait exception, les groupes étrangers n'y pesant que 30 % des exportations.

Ces exportations de firmes étrangères sont réalisées quasi exclusivement par des établissements industriels (84 %) et contribuent, comme dans les autres régions, à la moitié des exportations industrielles régionales. En Île-de-France, ce sont les établissements du commerce qui exportent le plus (54 %).

Les États-Unis sont le premier pays d'origine des groupes exportateurs, avec 26 % de la valeur des marchandises exportées, devant l'Allemagne (19 %). La Suisse se classe au troisième rang, avec des exportations s'élevant à deux milliards d'euros, soit 17 % des exportations des groupes étrangers en valeur, un positionnement cohérent avec son poids dans l'emploi régional.

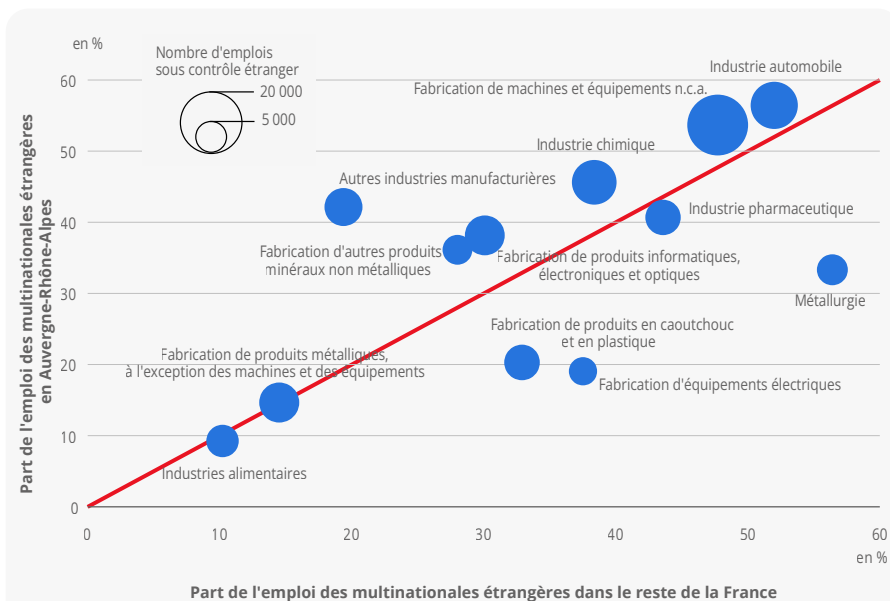
Des spécificités industrielles qui attirent les groupes étrangers

Trois secteurs industriels concentrent une présence de multinationales étrangères plus importante que dans les autres régions françaises. La fabrication de machines et équipements en est le principal : avec 19 000 emplois sous contrôle étranger, soit 54 % des emplois du secteur, contre 48 % dans le reste de la France ► **figure 2**, cette activité est deux fois plus représentée dans la région. L'industrie automobile constitue le deuxième secteur, avec 12 000 emplois, soit 56 % du secteur, contre 52 % dans les autres régions. Elle repose principalement sur Renault Trucks, filiale du groupe Volvo et deuxième groupe employeur dans la région. L'industrie chimique complète ce trio, avec 11 000 emplois sous contrôle étranger dans la région, représentant 46 % du secteur, contre 38 % dans les autres régions.

Les groupes étrangers investissent aussi fortement d'autres secteurs spécifiques à la région. La fabrication de produits informatiques et électroniques regroupe 8 000 emplois sous contrôle étranger, soit 38 % du secteur, contre 30 % dans le reste de la France. STMicroelectronics, entreprise franco-italienne ayant son siège social aux Pays-Bas, est le principal acteur de ce secteur avec 7 300 emplois concentrés en Isère, ce qui en fait le premier groupe à capitaux étrangers de la région. Les autres industries manufacturières, incluant le matériel médical, se distinguent également : les multinationales étrangères y contrôlent 42 % des emplois (8 000 postes), soit une part deux fois plus élevée que dans les autres régions (19 %), du fait notamment de la présence du groupe américain Becton Dickinson.

Dans l'industrie pharmaceutique, le degré de contrôle des multinationales étrangères

► 2. Part de l'emploi des multinationales étrangères par secteur de l'industrie en 2023, en Auvergne-Rhône-Alpes par rapport au reste de la France



Lecture : Dans le secteur « Métallurgie », 5 000 emplois régionaux sont contrôlés par des multinationales étrangères, soit 33 % des emplois du secteur en Auvergne-Rhône-Alpes, contre 56 % pour le reste de la France.

Champ : Entreprises productives et marchandes dans l'industrie, hors intérim.

Source : Insee, Flores 2023, Lifi 2023.

est proche de la moyenne nationale : 7 000 emplois sous contrôle étranger, soit 41 % du secteur contre 44 % en France. Fareva, groupe luxembourgeois, emploie 2 000 personnes, principalement en Ardèche et dans les départements à l'ouest de la région.

À l'inverse, certains secteurs industriels restent davantage structurés autour d'entreprises françaises. Dans la fabrication de produits en caoutchouc et plastique, les multinationales étrangères pilotent un emploi régional sur cinq, contre un sur trois dans le reste de la France. Le secteur s'appuie notamment sur le groupe français Michelin. Dans la métallurgie, un emploi sur trois dépend d'une multinationale étrangère, contre plus d'un sur deux ailleurs. Dans la fabrication d'équipements électriques, la part des emplois sous contrôle étranger est deux fois plus faible qu'au niveau national, principalement du fait de la présence de Schneider Electric.

Grandes entreprises et ETI, vecteurs de la présence étrangère

Huit emplois sur dix contrôlés par des multinationales étrangères relèvent d'une entreprise de taille intermédiaire (ETI) ou d'une grande entreprise (GE), une structure similaire à celle observée ailleurs en France.

Les firmes étrangères sont particulièrement présentes parmi les ETI. Ainsi, 26 % des emplois régionaux des ETI sont contrôlés par des multinationales étrangères, soit moins qu'en Île-de-France (30 %) mais davantage que dans les autres régions (23 %). Auvergne-Rhône-Alpes occupe donc

une position intermédiaire, reflétant un tissu d'ETI sous contrôle étranger dense mais moins concentré que dans la capitale. Toutefois, certaines ETI, au sens français, appartiennent à des groupes de taille bien plus importante au niveau international

► pour comprendre.

Les PME sont en retrait, avec 7 % de leurs emplois sous contrôle étranger, contre 11 % en Île-de-France. Les micro-entreprises sont quasi absentes de ce périmètre, avec moins de 1 % de leurs emplois contrôlés par des firmes étrangères. Ces deux catégories, définies sur le seul périmètre français, peuvent également ne pas refléter la taille réelle des groupes à l'échelle mondiale.

Des emplois largement contrôlés par des groupes européens...

En Auvergne-Rhône-Alpes, en 2023, 66 % des emplois contrôlés par des multinationales étrangères ont un centre de décision localisé en Europe ► **figure 3**. Le continent européen pèse moins fortement en Île-de-France (60 %), mais davantage dans les autres régions (72 %).

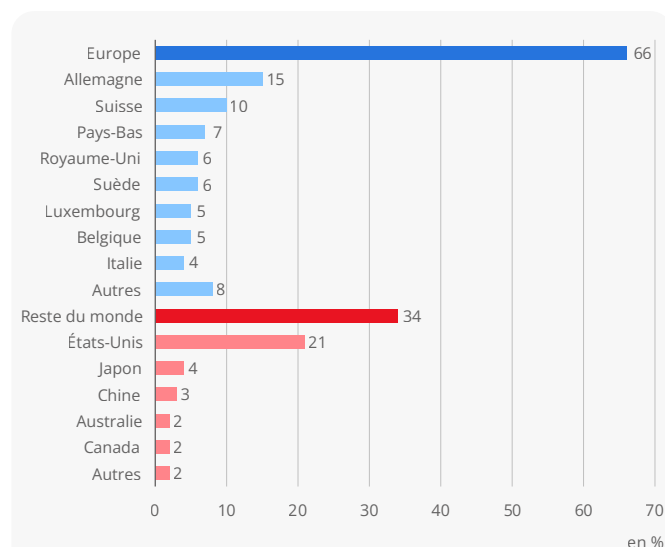
L'Allemagne, avec 38 000 emplois, est le premier pays européen en volume d'emplois contrôlés (15 %). La présence du groupe Lidl (3 600 emplois) explique en premier lieu ce volume. La Suisse se classe au deuxième rang européen, comme en 2017, avec 10 % des emplois, soit trois points de plus que dans le reste de la France. L'établissement du groupe Stäubli, implanté à Faverges en Haute-Savoie, spécialisé dans la fabrication de machines industrielles (1 500 emplois) est le principal employeur.

Les Pays-Bas, avec 19 000 emplois, se placent désormais au troisième rang (6^e en 2017), soutenus par la croissance de STMicroelectronics. Les groupes néerlandais présents dans la région appartiennent en grande majorité à des grandes entreprises. Les groupes britanniques et suédois emploient chacun 14 000 personnes. Les premiers sont plus souvent spécialisés dans le commerce, avec le groupe Kingfisher qui détient Castorama et Brico-Dépôt. Les seconds sont surreprésentés dans la région, en raison de l'implantation du groupe Volvo, avec 6 700 emplois. L'Italie se distingue des autres pays européens par la structure de taille de ses groupes : 42 % des emplois contrôlés par une entreprise italienne relèvent d'une PME, soit deux fois plus que la moyenne des autres pays.

... mais les États-Unis sont en tête des pays investisseurs

À l'échelle mondiale, les États-Unis s'imposent comme le premier pays investisseur dans la région, avec 21 % des emplois de multinationales étrangères, soit 53 000 emplois. Un sur deux relève de l'industrie, secteur marqué par la présence de Becton Dickinson et General Electric. À l'inverse, le commerce est sous-représenté (-8 points par rapport à l'ensemble des groupes étrangers), tandis que le secteur des transports et de l'entreposage concentre 9 % de l'emploi des multinationales américaines, contre 6 % en moyenne. XPO Inc., spécialiste de la logistique ayant racheté le groupe régional Norbert Dentressangle en 2015, est le troisième groupe employeur états-unien.

► 3. Répartition des emplois des groupes étrangers en 2023, selon la localisation du centre de décision

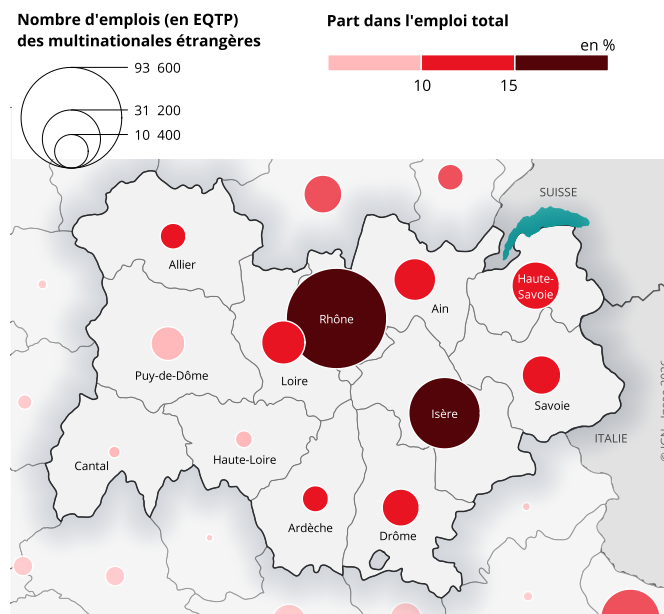


Lecture : Sur l'ensemble des emplois dépendant des firmes étrangères en Auvergne-Rhône-Alpes, 66 % ont une origine européenne. Les États-Unis sont le premier pays et représentent 21 % des emplois de multinationales étrangères.

Champ : Entreprises productives et marchandes hors agriculture et intérim, contrôlés par des multinationales étrangères en Auvergne-Rhône-Alpes.

Source : Insee, Flores 2023, Lifi 2023.

► 4. Répartition de l'emploi des multinationales étrangères en 2023, par département



Lecture : En Isère, les multinationales étrangères contrôlent 47 000 emplois en EQTP, soit 17 % de l'emploi du département.

Champ : Entreprises productives et marchandes hors agriculture et intérim.

Source : Insee, Flores 2023, Lifi 2023.

L'évolution de l'emploi des groupes américains présente un décalage temporel par rapport aux autres multinationales étrangères. La crise sanitaire ne s'est répercutée sur leurs effectifs qu'en 2021, avec une baisse de 5 % par rapport à 2017. Le rebond a également été plus tardif : ce n'est qu'entre 2022 et 2023 que l'emploi dépasse son niveau de 2017 (+5 %), suggérant que les groupes américains absorbent les chocs économiques avec un décalage.

Pour le reste du monde, le continent asiatique représente 8 % des emplois de multinationales étrangères, principalement répartis entre le Japon (4 %) et la Chine (3 %), avec notamment le groupe hongkongais Fosun Holdings, propriétaire du Club Med et premier employeur étranger en Savoie. Le Canada et l'Australie contribuent chacun à hauteur de 2 % des emplois sous contrôle étranger.

Une présence étrangère polarisée autour des métropoles et des frontières

Au niveau départemental, l'Isère affiche la part la plus élevée d'emplois sous contrôle étranger, avec 17 % de ses emplois dépendant d'une multinationale étrangère (47 000 emplois) ► **figure 4**. Le Rhône, avec 16 % et 94 000 emplois, en concentre un volume supérieur. Ces emplois de firmes internationales s'articulent surtout autour des métropoles de Grenoble et de Lyon.

Les départements de l'est ont des taux intermédiaires, compris entre 12 % et 14 %, en partie en raison de leur proximité avec l'axe rhodanien ou des flux d'échanges frontaliers. La Drôme se distingue avec un taux inférieur (10 %). La part des groupes étrangers est nettement plus faible dans la partie ouest de la région. À l'exception de l'Allier, tous les départements auvergnats ont un taux inférieur à 8 %. La présence de grands groupes industriels français, comme Michelin, qui occupent une place prépondérante dans le tissu économique local, et un éloignement plus marqué des frontières, expliquent cette situation.

Dans chacun des départements de la région, l'industrie est le secteur le plus investi par les multinationales étrangères. ●

Charlérie Besnard, Alexandre Tillatte (Insee)



Retrouvez les données associées à cette publication sur insee.fr

► Encadré 2 – Des investisseurs étrangers qui s'installent et se développent : 45 000 emplois issus des investissements directs étrangers depuis 2017

Entre 2017 et 2025, la région Auvergne-Rhône-Alpes, deuxième région française pour les investissements directs étrangers (IDE) ► **pour comprendre**, a enregistré 1 700 projets représentant 45 000 emplois. Le nombre de projets progresse en moyenne de 7 % par an, atteignant un pic en 2025 avec 250 projets, tandis que les emplois augmentent à un rythme plus soutenu (+13 % par an), dépassant 7 000 en 2022 et en 2025.

Les multinationales étrangères dans le champ de cette étude constituent le cœur de cette dynamique, avec 1 100 projets et 33 000 emplois (soit 72 % des emplois issus des IDE). Elles affichent une préférence marquée pour les extensions de sites existants (62 % des projets et 67 % des emplois), signe d'un ancrage territorial durable.

Les grandes entreprises dominent largement la structure de ces investissements : 63 % des projets et 81 % des emplois (27 000 postes, soit une moyenne de 38 emplois par projet). Les entreprises de taille intermédiaire représentent 28 % des projets et 15 % des emplois (5 000 postes).

Porté par l'automobile, la mécanique et les composants électroniques, le secteur manufacturier demeure le principal moteur des IDE de multinationales étrangères, réunissant 63 % des projets et 53 % des emplois. Pour autant, lorsqu'on isole chaque sous-secteur, celui du conseil et de l'ingénierie s'impose comme le premier contributeur en termes d'emplois (20 % du volume total).

L'Europe domine la géographie des capitaux (770 projets, 18 000 emplois), avec l'Allemagne en tête des projets (20 %). Les États-Unis concentrent 29 % des emplois issus des IDE des multinationales étrangères sur la période. Enfin, la Suisse est le premier pourvoyeur d'emplois manufacturiers issus des IDE de la région.

► Pour comprendre

L'étude porte sur les établissements des secteurs marchands, hors entreprises agricoles et d'administration publique, hors intérim, employant des salariés au 31/12 de l'année et dont le chiffre d'affaires de l'entreprise est connu pour 2023. L'emploi salarié dans cette étude est exprimé en équivalent temps plein (EQTP). Les comparaisons sont réalisées avec la région Île-de-France et/ou l'ensemble des autres régions de France (hors Auvergne-Rhône-Alpes).

Les entreprises sont classées en **quatre catégories** selon le décret n° 2008-1354 du 18 décembre 2008 (loi LME), sur la base des effectifs et des seuils financiers au niveau du périmètre français.

La méthode de calcul des évolutions d'emplois dans Flores consiste à chaîner les millésimes. Le principe retenu est le suivant : plutôt que d'utiliser directement les valeurs brutes de chaque millésime, on calcule les taux d'évolution annuels à partir des données N de chaque millésime de Flores, puis on reconstitue une série chaînée en appliquant ces évolutions de proche en proche à partir de la valeur de référence la plus récente. Si l'écart est trop important, alors l'information n'est pas affichée, comme c'est le cas pour l'industrie dans la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Les données sur les exportations sont restreintes aux PME et ETI monorégionales ou quasi monorégionales. Les GE, dont les flux d'exportation sont généralement centralisés dans un seul établissement, souvent situé hors de la région, sont exclues de ce champ car leur inclusion fausserait la mesure de l'activité exportatrice au niveau régional. Les données sont issues de Flores, Fare et LIFI.

Les données relatives aux **investissements directs étrangers** (IDE) sont issues du recensement des projets d'investissements annoncés, réalisé par Business France en collaboration avec son correspondant régional Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises. Elles sont distinctes des données Flores/Lifi mobilisées dans le reste de l'étude, qui mesurent le stock d'emplois sous contrôle étranger. Ces données ont toutefois été croisées avec la base de l'Insee afin d'identifier les multinationales étrangères correspondant au périmètre de l'étude. Les emplois issus des IDE sont des emplois créés ou maintenus à la suite d'un investissement étranger annoncé, selon la méthodologie définie par Business France.

Une firme **multinationale** est un groupe de sociétés ayant au moins une unité légale en France et une à l'étranger. Une firme **multinationale étrangère** est un groupe de sociétés dont le centre de décision est situé à l'étranger et qui contrôle au moins une filiale en France.

Les entreprises sont dites **monorégionales** lorsque tous leurs établissements sont situés dans la même région ou **quasi monorégionales** lorsqu'au moins 80 % de leurs effectifs salariés sont employés dans la région.

► Pour en savoir plus

- **Debouzy I., Giraud C-J., Reffet-Rochas A.**, « [Une concentration géographique de l'emploi renforcée pour les multinationales étrangères](#) », Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes n° 130, septembre 2021.
- **Reffet-Rochas A., Simon A.**, « [Des multinationales étrangères très implantées dans l'industrie régionale](#) », Insee Analyses Auvergne-Rhône-Alpes n° 115, février 2021.

